



PRÉFECTURE DE LA DRÔME

Direction départementale des territoires
Service aménagement du territoire et risques
Pôle connaissance et projet de territoire

Affaire suivie par : Marie-Pierre Donval
Tél. : 04 75 79 74 66

ARRÊTE n° 10 - 3175

Installation de stockage de déchets inertes

Société FABEMI SAS
à Donzère

Le Préfet de la Drôme
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, son article L.541-30-1 et ses articles R.541-65 à R.541-75,

Vu l'arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement de déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs,

Vu l'arrêté du 7 novembre 2005 relatif à la déclaration annuelle à l'administration des installations de stockage de déchets inertes mentionnée à l'article 5 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005,

Vu l'arrêté du 15 mars 2006 fixant la liste des types de déchets inertes admissibles dans des installations de stockage de déchets inertes et les conditions d'exploitation de ces installations,

Vu la demande d'exploitation d'un centre de stockage de déchets inertes sur la commune de La Garde Adhémar, au lieu dit « Les Garrigues », parcelle 18 – section ZO, de Monsieur Jean-Pierre Bedel, représentant de la Société FABEMI SAS, déposée le 14 janvier 2009,

Vu l'autorisation de défrichement en date du 25 février 2010,

Vu l'accord du 2 octobre 2009 du propriétaire du terrain, Monsieur Jean-Pierre Bedel,

Vu l'avis des services de l'État intéressés,

Vu la demande d'avis adressée au Maire de la Garde Adhémar en date du 22 décembre 2009,

Considérant que l'exploitation ne porte pas atteinte aux intérêts visés à l'article R541-70 du code de l'environnement ;

Considérant que l'ensemble des prescriptions permet l'exploitation de cette installation de stockage de déchets inertes dans des conditions acceptables pour l'environnement ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Drôme ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : AUTORISATION

La Société FABEMI SAS dont le siège social est situé à Donzère (26290) le Pont Double, est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes, sise à La Garde Adhémar, au lieu-dit « Les Garrigues », parcelle n° 20 – section ZO, dans les conditions définies dans le présent arrêté et dans ses annexes.

ARTICLE 2 : NATURE DES DECHETS ADMIS

Seuls les déchets suivants peuvent être stockés dans l'installation de stockage de déchets inertes :

- béton,
- briques,
- enrobés bitumineux sans goudron,
- pierres, terres non polluées,
- matériaux de terrassement,
- tuiles et céramiques,
- granulats et gravats non pollués.
- amiante uniquement liée aux matériaux inertes, (amiante-ciment)

ARTICLE 3 : DONNEES SUR LE STOCKAGE

L'exploitation est autorisée pour une durée de 25 ans à compter de la notification du présent arrêté. Pendant cette durée, les quantités de déchets admises sont limitées à 78 400 m³.

ARTICLE 4 : STOCKAGE ANNUEL

Les quantités maximales pouvant être admises chaque année sur le site sont limitées à 3 200 m³.

ARTICLE 5 : MODALITES

L'installation est exploitée conformément aux prescriptions précisées en annexes 1 et 2.

ARTICLE 6 : RAPPORT ANNUEL

L'exploitant doit faire un rapport annuellement au préfet sur les types et quantités de déchets admis et les éventuels effets néfastes constatés ainsi que sur les mesures prises pour y remédier. A cette fin, l'exploitant adresse chaque année au préfet la déclaration prévue par l'arrêté du 7 novembre 2005 susvisé avant le 1^{er} avril de l'année en cours pour ce qui concerne les données de l'année précédente. Il y indique, le cas échéant, les événements notables liés à l'exploitation du site. L'exploitant adresse copie de sa déclaration au maire de la commune où est située l'installation.

ARTICLE 7 : INFORMATION EN CAS DE CESSION

L'exploitant informe tout acquéreur du terrain en cours ou en fin d'exploitation de la présence de ces déchets.

L'exploitant fait publier à ses frais l'arrêté préfectoral d'autorisation au bureau des hypothèques de la situation des immeubles.

ARTICLE 8 : RECOURS CONTENTIEUX

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Grenoble.

Le délai de recours est de deux mois à compter de la parution de l'arrêté au recueil des actes administratifs du département.

ARTICLE 9 : NOTIFICATION AFFICHAGE

Une copie du présent arrêté sera notifiée:

- au maire de LA GARDE ADHEMAR
- au pétitionnaire

Une copie du présent arrêté sera affichée à la mairie de LA GARDE ADHEMAR. Il est en outre publié au recueil des actes administratifs du département.

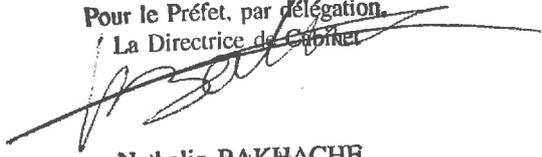
ARTICLE 10 : EXECUTION

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme, Monsieur le Directeur départemental des Territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence
le 30 JUIL. 2010

Le Préfet,

Pour le Préfet, par délégation.
La Directrice de Cabinet


Nathalie BAKHACHE

Annexe I :

ARRETE n°10.3175 du 30 JUIL. 2010
Installation de stockage de déchets inertes
Société FABEMI SAS

I – Dispositions générales

1. Conformité de l'installation au dossier de demande d'autorisation

L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.

II – Règles d'exploitation du site

2.1. Contrôle de l'accès

L'installation de stockage de déchets est clôturée. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Son accès est interdit à toute personne étrangère à l'exploitation. Un accès principal et unique doit être aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.

2.2. Accessibilité

L'accès du l'ISDI se fait par la RD 458, axe très fréquenté (7000 véhicules jour). Pour le futur accès au site, situé entre les deux giratoires, aucun tourne à gauche dans le sens sud-nord ne sera autorisé, les véhicules emprunteront le giratoire 458/158/358 situé au pied de la Garde Adhémar afin de faire demi-tour et accéder au site par la droite. Une demande de permission de voirie devra être effectuée auprès du Centre Technique Départemental de Pierrelatte. Elle mentionnera les caractéristiques géométriques de l'accès et la signalisation à mettre en place qui sera à la charge du demandeur.

2.3. Propreté

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires afin de réduire les inconvénients pouvant résulter de l'installation de stockage, notamment :

- les émissions de poussières ;
- la dispersion de déchets par envol.

L'exploitant assure en permanence la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation de stockage. Les abords de la zone sont régulièrement débroussaillés.

2.4. Bruit

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel ou réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

2.5. Plan d'exploitation

L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents déchets et notamment les alvéoles spécifiques dans lesquelles sont stockés des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes.

2.6. Progression de l'exploitation

L'exploitation est effectuée par tranches successives dont le réaménagement est coordonné. Le stockage des déchets est réalisé de préférence par zone peu étendue et en hauteur pour limiter la superficie, en cours d'exploitation, soumise aux intempéries.

2.7. Affichage

L'exploitant affiche en permanence de façon visible à l'entrée de l'installation un avis énumérant sa raison sociale et son adresse, le numéro et la date de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation du site, les types de déchets admissibles, les jours et heures d'ouverture s'il s'agit d'une installation collective et la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée ».

2.8. Brûlage

Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage.
(Référence : article 10 du décret n°2006-302)

III – Conditions d'admission des déchets

3.1. Déchets admissibles

Les déchets admissibles dans une installation de stockage de déchets inertes sont énumérés à l'article 2 du présent arrêté.

Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois du caoutchouc etc. peuvent également être admis dans l'installation. Sont concernés par ces dispositions les déchets désignés par les rubriques 17 01 01 « Bétons », 17 01 02 « Briques », 17 01 03 « Tuiles et céramiques » et 17 01 07 « Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques ».

3.2. Déchets interdits

Les déchets amiantés ne sont pas autorisés.

3.3. Dilution

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

3.4. Document préalable d'admission

Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet, le producteur des déchets remet à l'exploitant de l'installation de stockage de déchets inertes un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type des déchets. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

Toutefois, si les déchets sont apportés en faibles quantités ou de façon occasionnelle, le document précité pourra être rempli par le producteur des déchets ou son représentant lors de la livraison des déchets.

3.5. Déchets présentant une suspicion de contamination

En cas de présomption de contamination des déchets, l'exploitant vérifie les conclusions de la procédure d'acceptation préalable réalisée par le producteur des déchets avant leur arrivée dans l'installation de stockage.

Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe II du présent arrêté et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé X 30-402-2. Seuls les déchets respectant les critères définis en annexe II peuvent être admis.

3.6. Déchets d'enrobés bitumineux

Lors de l'admission de déchets d'enrobés bitumineux, l'exploitant vérifie notamment les résultats du test pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron, ces résultats étant indiqués sur le document préalable mentionné au point 3.4.

3.7. Terres provenant de sites contaminés

Dans le cas de terres provenant de sites contaminés, l'exploitant vérifie les conclusions de la procédure d'acceptation préalable prévue au point 3.5 réalisée par le producteur des déchets avant leur arrivée dans l'installation de stockage.

3.8. Contrôle lors de l'admission des déchets

Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement listés aux points 3.4 à 3.7.

Dans le cas d'un transfert transfrontière de déchets inertes, l'exploitant vérifie les documents requis par le règlement du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du régilage des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés.

Le déversement direct dans une alvéole de la benne du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu de la benne et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

3.9. Accusé de réception

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé de réception à l'expéditeur des déchets.

En cas de refus, le préfet est informé, au plus tard 48 heures après le refus, des caractéristiques du lot refusé (expéditeur, origine, nature et volume des déchets, ...).

3.10. Tenue d'un registre

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage ;
- l'origine et la nature des déchets ;
- le volume (ou la masse) des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition des agents mentionnés à l'article L.541-44 du code de l'environnement.

IV - Remise en état du site en fin d'exploitation.

4.1. Couverture finale

Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation de chaque tranche. Son modelé devra permettre la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 641 du code civil. La géométrie, l'épaisseur et la nature de chaque couverture sont précisées dans le plan d'exploitation du site.

4.2. Aménagements en fin d'exploitation

Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site (agriculture, loisirs, construction...) et notamment ceux mentionnés dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers. La remise en état est réalisée conformément au dossier de demande d'autorisation.

Dans tous les cas, l'aménagement du site après exploitation doit prendre en compte l'aspect paysager.

4.3. – Plan topographique

A la fin de l'exploitation, l'exploitant fournit au préfet un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500^{ème} qui présente l'ensemble des aménagements du site (végétation etc.).

Une copie de ce plan du site est transmise au maire de la commune d'implantation de l'installation et au propriétaire du terrain si l'exploitant n'est pas le propriétaire.

V – Mesures de protection spécifiques

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les règles suivantes devront être respectées :

5.1. Couverture finale

Après la fin d'exploitation, une couverture d'au moins un mètre d'épaisseur est mise en place à laquelle il est ajouté une couche suffisante de terre végétale pour permettre la mise en place de plantations.

5.2. Prescriptions relatives à la sécurité routière et à l'accès du site :

L'accès du l'ISDI se fait par la RD 458, axe très fréquenté (7000 véhicules/jour). Pour le futur accès au site, situé entre les deux giratoires, aucun tourne à gauche dans le sens nord-sud ne sera autorisé, les véhicules emprunteront le giratoire 458/158/358 situé au pied de la Garde Adhemar afin de faire demi-tour et accéder au site par la droite.

Une demande de permission de voirie devra être effectuée auprès du Centre Technique Départemental de Pierrelatte. Elle mentionnera les caractéristiques géométriques de l'accès et la signalisation à mettre en place qui sera à la charge du demandeur ».

5.3. Dispositions prises relatives à la prévention des inconvénients susceptibles d'être entraînés par l'exploitation de l'installation, et les mesures nécessaires :

Le site sera fermé par une clôture périphérique et un portail d'accès. Le site est dédié à l'usage interne de la société FABEMI, qui le tri, le chargement, le transport et le dépotage des déchets, avec une ouverture du site un jour par mois. Une société extérieure assurera le régilage avec bulldozers et compacteurs. Un compactage supplémentaire sera assuré trois fois par an.

Gestion des apports : un registre d'admission électronique sur lequel figureront date, origine, volume, contrôle, motif du rejet éventuel.

Pour les matériaux inertes pouvant contenir de l'amiante, une demande devra être déposée. La gestion des dépôts sera stricte.

5.3 bis : Dispositions prises relatives à la protection de la nappe alluviale du Tricastin

L'ISDI est située au droit fil de la nappe du Tricastin, reconnue d'intérêt régional et local, pour l'alimentation en eau potable, industrielle et agricole. Cette nappe est particulièrement vulnérable aux percolations verticales (absence de limons superficiels, nappe à 1 mètre de profondeur par rapport à l'ancien carreau de la gravière). Lors des hautes eaux, la nappe affleure à l'air libre au carreau.

Aussi, pour tenir compte de cette vulnérabilité et de la proximité du site avec des puits privés d'alimentation d'eau potable, l'exploitant aura à gérer de manière très stricte tout risque de contamination majeur de la nappe. Il devra pour ce faire :

- Mettre en œuvre préalablement une première phase de remblaiement sur une hauteur de 2 mètres sur toute la surface du carreau de l'ancienne carrière pour éliminer la possibilité de mise à l'air libre de la nappe en hautes eaux. Le compactage du site sera effectué 3 fois par an.
- Vu la durée d'exploitation du site, et pour éviter tous risques de pollution ultérieure, épandre une couche d'un mètre de terre argileuse sur ces premiers remblaiements de protection du carreau.
- Mettre en place un piézomètre en amont hydraulique et aval hydraulique du site de manière à offrir des points de contrôle de la nappe.
- Effectuer le contrôle régulier de l'ensemble de la clôture du site (merlons de terre) de manière à garantir le site de tout dépôt sauvage.
- Mettre en place un portail fermé, préférable à la barrière cadenassée existante.
- Etablir un règlement intérieur du site, indiquant les déchets admis et seulement ceux relevant de l'arrêté ministériel du 15 mars 2006, ainsi que les précautions de tri nécessaires (absence de plâtre, de produits goudronnés et végétaux), le repérage et le suivi par bordereau des dépôts.
- Vérifier la conformité aux normes en vigueur des engins de travaux publics ayant accès au site.
- Interdire toutes opérations d'entretien sur les engins d'exploitation sur le site, notamment vidange des huiles.
- Interdire tout stockage d'hydrocarbures sur le site.

L'exploitant aura à justifier dans les 4 mois suivants la parution de l'arrêté d'autorisation de la mise en œuvre des prescriptions. Ce compte-rendu sera adressé en Préfecture et à la Mairie de la Garde Adhémar, accompagné de photos, s'il y a lieu.

5.4. Prescriptions relatives aux conditions de remise en état du site après la fin de l'exploitation

- Un phasage d'exploitation du site sera défini, de manière à remblayer progressivement le site. Le niveau du terrain en fin d'exploitation ne dépassera pas la cote des parcelles voisines, soit la plateforme finie à la cote 60,5 m NGF. L'ensemble ne devra pas dépasser la cote de la RD 458.
- Par ailleurs, à la fin de l'exploitation, il doit être prévu une couverture végétale d'au moins 50 cm d'épaisseur. Les secteurs déjà comblés (17 100 m² au Nord et Sud) feront l'objet d'une couverture végétale de 25 cm et de plantations, selon un maillage de 6 x 6 m d'espèces arbustives et arborées locales, telles que chênes verts et chênes pubescents.

Annexe II

Critères à respecter pour l'admission de terres provenant de sites contaminés

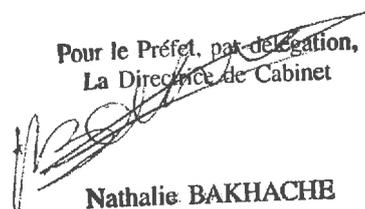
ARRETE n° 10.3175 du 30 JUIL. 2010
Installation de stockage de déchets inertes
Société FABEMI SAS

1°/ Paramètres à vérifier lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter.

Paramètres	en mg/kg de matière sèche
As	0.5
Ba	20
Cd	0.04
Cr total	0.5
Cu	2
Hg	0.01
Mo	0.5
Ni	0.4
Pb	0.5
Sb	0.06
Se	0.1
Zn	4
Fluorures	10
Indice phénols	1
COT sur éluat*	500*
FS (fraction soluble)	4000

* Si le déchet ne satisfait pas aux valeurs indiquées pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai avec un rapport L/S = 10 l/kg et un pH compris entre 7,5 et 8. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le COT sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg.

Pour le Préfet, par délégation,
La Directrice de Cabinet


Nathalie BAKHACHE

2°/ Paramètres à vérifier pour le contenu total et valeurs limites à respecter.

Paramètres	en mg/kg de déchet sec
COT (Carbone organique total)	30000**
BTEX (Benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (Byphényles polychlorés 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

** Une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg soit respectée pour le COT sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.

Valence le, 30 JUIL. 2010

le Préfet,

Pour le Préfet, par délégation,
La Directrice de Cabinet


Nathalie BAKHACHE